

Question : Pour quelles raisons les négociations ont-elles été interrompues ?

Reponse : Il y a eu des difficultés, des difficultés de grande importance qui sont apparues tout au long des discussions que nous avons eues avec la délégation gouvernementale portugaise. Dans ces discussions nous n'avons pas eu la possibilité de les surmonter, aussi avons-nous jugé nécessaire de rentrer chez nous pour faire le compte rendu de l'état des négociations à la direction de notre Parti et au Gouvernement de la République de Guinée-Bissau pour que nos autorités puissent décider de la poursuite des négociations.

Question : S'agit-il d'une suspension ou d'une rupture des négociations ?

Reponse : Il s'agit d'un arrêt.

Question : Sur quels points précis les négociations ont-elle buté ?

Reponse : Sur des points que nous considérons fondamentaux pour la garantie de la réalisation des aspirations nationales de notre peuple en Guinée-Bissau et aux îles du CAP VERT.

Question : Suivant après celles de Londres, les négociations d'Algoa ont-elles pu tester les volontés réelles de décolonisation du nouveau gouvernement portugais.

de décolonisation du nouveau gouvernement portugais ?

Réponse : En Guinée Bissau, la décolonisation est déjà réalisée de fait et de droit. Dans le cas des îles du CAP VERT, il s'agit d'entamer un processus qui garantisse concrètement, la réalisation effective - à travers le PAIGC ~~le seul~~, légitime et authentique représentant de notre peuple - de cette décolonisation.

Dans le fond, comme vous le voyez, il s'agit du problème général de décolonisation. Il s'agit, donc, pour le gouvernement portugais d'accepter la décolonisation sans équivoque, de la reconnaître là où elle est faite ~~et~~ et de l'accepter là où elle se fera inévitablement.